

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>24.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagnote	<b>Zwischenstaatliche Beziehungen, Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV)</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Standesinitiative</b>
Datum	<b>01.01.1990 - 01.01.2020</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Benteli, Marianne  
Bovey, Audrey  
Caroni, Flavia  
Pasquier, Emilia  
Rohrer, Linda

## Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Bovey, Audrey; Caroni, Flavia; Pasquier, Emilia; Rohrer, Linda 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Zwischenstaatliche Beziehungen, Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV), Standesinitiative, 1991 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 24.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Aussenpolitik</b>	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	1
Aussenwirtschaftspolitik	1
<b>Sozialpolitik</b>	2
Sozialversicherungen	2
Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV)	2

# Abkürzungsverzeichnis

<b>AHV</b>	Alters- und Hinterlassenenversicherung
<b>SGK-SR</b>	Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Ständerates
<b>APK-SR</b>	Aussenpolitische Kommission des Ständerates
<b>APK-NR</b>	Aussenpolitische Kommission des Nationalrates

---

<b>AVS</b>	Assurance-vieillesse et survivants
<b>CSSS-CE</b>	Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats
<b>CPE-CE</b>	Commission de politique extérieure du Conseil des Etats
<b>CPE-CN</b>	Commission de politique extérieure du Conseil national

# Allgemeine Chronik

## Aussenpolitik

### Zwischenstaatliche Beziehungen

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 07.06.2012  
EMILIA PASQUIER

Une initiative cantonale similaire a été déposée par le canton du Tessin. En plus d'une renégociation de la convention, le canton du Tessin a demandé que le **pourcentage des recettes fiscales** issues de l'imposition à la source des frontaliers italiens que les cantons du Tessin, du Valais et des Grisons doivent reverser à l'Italie soit réduit à 12,5% au lieu des 38,8% actuels. Le taux de 12,5% serait ainsi identique au taux prévu pour les versements compensatoires avec l'Autriche. Contrairement au Conseil des Etats en 2011, le Conseil national a donné suite à cette initiative. Notamment en raison de l'approbation de la motion demandant la renégociation de l'accord relatif à l'imposition des travailleurs frontaliers avec la République italienne, le Conseil des Etats a maintenu sa position et a décidé de ne pas donner suite à l'initiative. <sup>1</sup>

### Aussenwirtschaftspolitik

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 30.10.2017  
AUDREY BOVEY

Au mois d'octobre 2017, le canton de Thurgovie a déposé une initiative demandant l'**exclusion de l'huile de palme de l'accord de libre-échange négocié avec la Malaisie** et le maintien de la protection douanière à un niveau identique à celui jusqu'alors en vigueur. Les arguments des initiants sont quasi-similaires à ceux développés dans le contexte de la motion déposée par le conseiller national Jean-Pierre Grin (udc, VD): dénonciation des procédés de déforestation et d'expropriation des populations locales dans les pays producteurs, mise en lumière des risques pour la santé publique liés à la consommation d'huile de palme dans les pays importateurs, ou encore avertissement quant à la disparition potentielle des productions oléagineuses locales au profit de produits importés financièrement plus avantageux.

En septembre 2018, la CPE-CE s'est penchée sur la question en examinant simultanément l'initiative thurgovienne, l'initiative déposée par le canton de Genève en vue d'exclure l'huile de palme des discussions de libre-échange avec la Malaisie et l'Indonésie, ainsi que la motion Grin évoquée précédemment. Si la commission n'a pas jugé pertinent d'exclure totalement l'huile de palme de l'accord de libre-échange négocié avec la Malaisie et opté pour le refus de l'ensemble des interventions précitées, elle a néanmoins déposé une nouvelle motion, dont le texte charge le Conseil fédéral de s'assurer que les procédures de libre-échange ne nuisent en aucun cas à la production suisse d'oléagineux. <sup>2</sup>

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 27.02.2018  
AUDREY BOVEY

Le 27 février 2018, le canton de Genève a déposé une initiative demandant l'**exclusion de l'huile de palme et de ses dérivés des discussions de libre-échange entre la Suisse et la Malaisie et l'Indonésie**.

En septembre 2018, la CPE-CE s'est penchée sur la question en examinant simultanément l'initiative genevoise, ainsi que les interventions 16.3332 et 17.317. Si la commission, en optant pour le refus de l'ensemble des interventions précitées, n'a pas jugé pertinent d'exclure totalement l'huile de palme des procédures de libre-échange, elle a néanmoins déposé une nouvelle motion, demandant au Conseil fédéral de s'assurer qu'aucune concession susceptible de nuire à la production suisse d'oléagineux ne soit octroyée à l'occasion des négociations menées avec la Malaisie et l'Indonésie. <sup>3</sup>

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 25.09.2018  
AUDREY BOVEY

Au mois de septembre 2018, le Conseil des Etats a décidé de ne pas donner suite à l'initiative prévoyant l'**exclusion de l'huile de palme de l'accord de libre-échange négocié avec la Malaisie**, déposée par le canton de Thurgovie. L'initiative en question n'a pas suscité davantage de commentaires, les représentants de la chambre des cantons estimant que tout avait déjà été dit à l'occasion du traitement des objets 18.3717 et 16.3332. <sup>4</sup>

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 25.09.2018  
AUDREY BOVEY

Au mois de septembre 2018, le Conseil des Etats a refusé (17 voix pour, 21 contre et 4 abstentions) de donner suite à l'initiative prévoyant l'**exclusion de l'huile de palme et de ses dérivés des discussions de libre-échange entre la Suisse et la Malaisie et l'Indonésie**, déposée par le canton de Genève. L'initiative en question n'a pas suscité davantage de commentaires, les représentants de la chambre des cantons estimant que tout avait déjà été dit à l'occasion du traitement des objets 18.3717 et 16.3332.<sup>5</sup>

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 21.03.2019  
AUDREY BOVEY

Le 21 mars 2019, le Conseil national a suivi l'avis de sa commission (CPE-CN) et du Conseil des Etats en refusant à son tour de donner suite à l'initiative genevoise «**exclusion de l'huile de palme et de ses dérivés des discussions de libre-échange entre la Suisse et la Malaisie et l'Indonésie**» (75 voix pour, 97 contre et 9 abstentions).<sup>6</sup>

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 21.03.2019  
AUDREY BOVEY

Le 21 mars 2019, le Conseil national a suivi l'avis de sa commission (CPE-CN) et du Conseil des Etats en refusant à son tour de donner suite à l'initiative thurgovienne "**exclusion de l'huile de palme de l'accord de libre-échange négocié avec la Malaisie**" (74 voix pour, 101 contre et 6 abstentions).<sup>7</sup>

## Sozialpolitik

### Sozialversicherungen

#### Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV)

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 18.09.1991  
MARIANNE BENTELI

Gleich wie im Vorjahr der Ständerat lehnte auch der Nationalrat eine **Standesinitiative des Kantons Jura** ab, die eine **einheitliche Erhöhung aller AHV/IV-Renten** und eine Überprüfung der Minimalrenten verlangte.<sup>8</sup>

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 13.05.2009  
LINDA ROHRER

Eine von den Grünen unterstützte Standesinitiative des Kantons Zürich forderte die Gleichbehandlung bei der Bemessung der AHV-Altersrenten, unabhängig vom **Zivilstand der Anspruchsberechtigten**. Die Kommission des Nationalrates beantragte, der Initiative keine Folge zu leisten. Obwohl sie die so genannte Heiratsstrafe als störend empfand, hätten Ehepaare und registrierte Partnerschaften immer noch zahlreiche Vorteile in der AHV gegenüber Konkubinatspaaren. Der Nationalrat folgte seiner Kommission und gab der Standesinitiative keine Folge.<sup>9</sup>

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 26.09.2016  
FLAVIA CARONI

Eine Standesinitiative des Kantons St. Gallen aus dem Jahr 2011, deren Behandlung bereits zweimal verschoben worden war, verlangte die **Abschaffung der Ehestrafe bei den AHV-Renten**. In der Herbstsession 2016 gelangte sie in den Ständerat. Der Text des Vorstosses verlangte vom Parlament, das Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung so zu ändern, dass Diskriminierungen gegenüber Ehepaaren, insbesondere bei den AHV-Altersrenten, aufgehoben werden. Die SGK-SR beantragte ihrem Rat einstimmig, dem Anliegen keine Folge zu geben. Der Kommissionssprecher verwies auf die Reform der Altersvorsorge 2020, im Zuge derer der Rentenplafonds für Ehepaare von 150 auf 155 Prozent einer Individualrente angehoben werden sollte, und die im Februar 2016 an der Urne abgelehnte Volksinitiative der CVP „gegen die Heiratsstrafe“. Der Rat folgte diskussionslos und gab dem Vorstoss keine Folge.<sup>10</sup>

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 13.03.2017  
FLAVIA CARONI

Die parlamentarische Initiative des Kantons St. Gallen zur **Abschaffung der Ehestrafe bei den AHV-Renten**, die zuvor bereits vom Ständerat abgelehnt worden war, fand auch im Nationalrat kein Gehör. In der Frühlingssession 2017 gab die grosse Kammer dem Vorstoss diskussionslos keine Folge.<sup>11</sup>

1) BO CE, 2011, p. 873ss.; 2012, p. 500; BO CN, 2012, p. 364ss.

2) Communiqué de presse CPE-CE du 3.9.2018

3) Communiqué de presse CPE-CE du 3.9.2018

4) BO CE, 2018, p. 762

5) BO CE, 2018, p. 762

6) BO CN, 2019, p. 542 ss.

- 7) BO CN, 2019, p. 542 ss.
- 8) Amtl. Bull. NR, 1991, S. 1539 f.
- 9) AB NR, 2009, S. 1227.
- 10) AB SR, 2016, S. 793\_164.1\_20160926
- 11) AB NR, 2017, S. 373